



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun

Val-d'Oise

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Appel d'Offres Ouvert

**Articles L2324-1 et R2124-2 du Code de la commande publique
Accord Cadre à bons de commande**

Objet du marché

**Fourniture, livraison et installation de solutions de conférence sans fils pour
l'aménagement de salles de réunion et espaces collaboratifs sur divers sites
de la CPAM du VAL-D'OISE.**

POUVOIR ADJUDICATEUR

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL-D'OISE
Immeuble les Marjoberts- 2, rue des Chauffours
95017 Cergy-Pontoise Cedex

Le présent document établi le 14 Janvier 2026 comporte 21 feuillets numérotés de 2 à 21.

SOMMAIRE

1^{ère} PARTIE : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - OBJET DU CCAP
ARTICLE 2 – PROCEDURE ET FORME
ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS
ARTICLE 5 – DUREE DES MARCHES
ARTICLE 6 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ARTICLE 7 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE
ARTICLE 8 – DOCUMENTS A PRODUIRE

2^{ème} PARTIE : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE
ARTICLE 10 : COMMANDES
ARTICLE 11 : CONDITIONS DE LIVRAISON
ARTICLE 12 : RECEPTION ET VERIFICATION DE LA FOURNITURE

3^{ème} PARTIE : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 13 – PRIX
ARTICLE 14 – VARIATION DES PRIX
ARTICLE 15 – FACTURATION ET REGLEMENT

4^{ème} PARTIE : MESURES COERCITIVES

ARTICLE 16 – PENALITES
ARTICLE 17 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE
ARTICLE 18 – RESILIATION
ARTICLE 19 – LITIGES

5^{ème} PARTIE : LA FORCE MAJEURE

6^{ème} PARTIE : MODIFICATION DES CLAUSES CONTRACTUELLES

ARTICLE 20 : FORMALISATION DES MODIFICATIONS
ARTICLE 21 : TRANSFERT DU MARCHE
ARTICLE 22 : CHANGEMENT D'INDICE

7^{ème} PARTIE : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Table des matières

1 ^{ère} PARTIE : DISPOSITIONS GENERALES.....	5
ARTICLE 1. OBJET DU CCAP	5
1.1. Objet.....	5
1.2. Spécifications techniques	5
1.3. Obligations	5
1.4. Forme des notifications et informations	5
ARTICLE 2. PROCEDURE ET FORME.....	5
2.1. Procédure.....	5
2.2. Dévolution.....	6
2.3. Forme des marchés	6
2.4. Marché subséquent	6
Sans objet	6
2.5. Montants.....	6
2.6. Tranche.....	6
2.7. Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
ARTICLE 3. PARTIES CONTRACTANTES.....	6
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
4.1. Pièces particulières	7
4.2. Pièces générales.....	7
ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE	7
5.1. Durée du marché	7
5.2. Date de début d'exécution des prestations	7
ARTICLE 6. DEVELOPPEMENT DURABLE	8
ARTICLE 7. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	8
ARTICLE 8. DOCUMENTS A PRODUIRE	8
8.1. Attestation d'assurance.....	8
8.2. Certificats – Articles D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 Code du travail.....	9
8.3. Sous-traitance	9
8.4. Liste du personnel	10
2 ^{ème} PARTIE : MODALITES D'EXECUTION.....	11
ARTICLE 9. OBLIGATIONS	11
9.1. Obligation de résultat	11
9.2. Sécurité et hygiène	11
9.3. Le correspondant du titulaire.....	11
9.4. Le personnel du titulaire.....	11
ARTICLE 10. COMMANDES	12
ARTICLE 11. LA LIVRAISON	12
11.1. Délai maximal de livraison.....	12
11.2. Lieu de livraison et d'installation des solutions	12

11.3. Période d'exécution.....	12
11.4. Mode de conditionnement et livraison	13
ARTICLE 12. OPERATIONS DE VERIFICATION	13
12.1. Réception des colis.....	13
12.2. Opérations de vérification	13
12.3. Décisions après vérification	13
3 ^{ème} PARTIE : DISPOSITIONS FINANCIERES	14
ARTICLE 13. PRIX.....	14
13.1. Mois d'établissement des prix	14
13.2. Forme du prix	14
13.3. Contenu des prix.....	14
ARTICLE 14. CLAUSE DE REEXAMEN - VARIATION DES PRIX	14
ARTICLE 15. FACTURATION ET REGLEMENT	14
15.1. Facturation.....	14
15.2. Notification des factures.....	15
15.3. Délai de règlement.....	15
15.4. Interruption du délai de règlement	15
15.5. Non-respect du délai de règlement par l'organisme	16
4 ^{ème} PARTIE : MESURES COERCITIVES	17
ARTICLE 16. PENALITES.....	17
16.1. Pénalités de retard	17
16.2. Cumul des pénalités.....	17
ARTICLE 17. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	17
ARTICLE 18. RESILIATION	17
18.1. Résiliation pour événements extérieurs au marché	17
18.2. Résiliation aux torts du titulaire	18
18.3. Résiliation pour motif d'intérêt général	18
ARTICLE 19. LITIGES	18
19.1. Règlement des litiges à l'amiable.....	18
19.2. Voie de recours.....	18
5 ^{ème} partie : LA FORCE MAJEURE	19
6 ^{ème} PARTIE : MODIFICATION DES CLAUSES CONTRACTUELLES	20
ARTICLE 20. Formalisation des modifications.....	20
ARTICLE 21. Transfert de marché.....	20
ARTICLE 22. Changement d'indice.....	20
7 ^{ème} PARTIE : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	21

1^{ère} PARTIE : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. OBJET DU CCAP

1.1. Objet

Le présent cahier des clauses administratives particulières - CCAP – fixe les dispositions administratives et financières propres à l'exécution du marché ayant pour objet la **fourniture, livraison et installation de solutions de conférence sans fils pour l'aménagement de salles de réunion et espaces collaboratifs sur divers sites de la CPAM du Val-d'Oise.**

1.2. Spécifications techniques

Les spécifications techniques sont énoncées au CCTP et ses 12 annexes.

1.3. Obligations

L'accord-cadre visé au présent CCAP est assorti d'une obligation de résultat.

A compter de sa date de notification le marché acquiert force exécutoire entre les deux parties.
A ce titre le titulaire est tenu au respect des prescriptions du présent CCAP, et celles du CCTP.

Tout manquement se traduit par la mise en œuvre des mesures coercitives visées aux articles 16 à 18 du présent document.

1.4. Forme des notifications et informations

La notification au titulaire de décisions ou informations par l'organisme dans le cadre de l'exécution des marchés, à l'exception des mises en demeure, sont valablement faites par courriel avec demande d'accusé réception.

Les notifications émanant des titulaires sont adressées par voie dématérialisée avec demande d'accusé réception à :

- Exécution des prestations

patricia.boinet@assurance-maladie.fr

- Facturation

Cf. Article 15 du présent CCAP

ARTICLE 2. PROCEDURE ET FORME

2.1. Procédure

La procédure retenue pour la passation des marchés est la procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du Code de la commande publique.

2.2. Dévolution

L'objet du marché visé au présent CCAP n'est pas scindé en raison de l'impossibilité d'opérer une distinction au sein des prestations fournies.

2.3. Forme des marchés

Le présent CCAP concerne un accord-cadre mono-attributaires à bons de commande, fixant l'ensemble des stipulations contractuelles, conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.

2.4. Marché subséquent

Sans objet

2.5. Montants

Montant minimum : Pas de minimum de commandes.

Le montant maximum prévu est de : 500 000 € HT. Toutefois, le prix du prestataire proposé pour ce marché pourrait être sujet à négociation.

2.6. Tranche

Le présent marché comporte une tranche ferme : pour toutes les commandes recensées dans les annexes 1 à 5 du CCTP ; et une tranche optionnelle pour toutes celles recensées dans les annexes 5 à 12 du CCTP.

2.7. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet

ARTICLE 3. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

D'une part, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val-d'Oise, pouvoir adjudicateur, désignée dans le présent CCAP par l'expression "l'organisme", représentée par la Directrice Générale Madame Edwige RIVOIRE,

- D'autre part, l'entreprise titulaire du marché désignée dans le présent CCAP par l'expression "le titulaire" ;
- Le comptable assignataire des paiements: Madame Jeanne SEMPERE, Directrice Financière et juridique de la CPAM du Val-d'Oise.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Chaque marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

4.1. Pièces particulières

- Le règlement de la Consultation
- L'Acte d'Engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 : Déclaration de sous-traitance, en cas de recours à la sous-traitance,
 - Annexe 2 : Décomposition des montants forfaitaires,
 - Annexe 3 : Les mises au point éventuellement à venir,
- Les conditions financières et techniques proposées par le titulaire, s'agissant des prestations de maintenance,
- L'Acte Contractuel de Confidentialité,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières en date du 14 Janvier 2026,
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières en date du 15 Janvier 2026, et ses 12 annexes relatives aux différents sites concernés.
- Le mémoire technique du titulaire comprenant la documentation technique.
- Le livret de sécurité du prestataire,
- Les avenants éventuels.

4.2. Pièces générales

- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité Sociale (non joint) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de TIC 2021 (non joint) ;
- Le Code de la commande publique (non joint).

ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE


5.1. Durée du marché


Le marché est conclu depuis sa date de notification pour une durée d'un an, renouvelable de manière tacite, jusqu'à 3 fois au maximum.

5.2. Date de début d'exécution des prestations

La date de notification des bons de commande vaut date de début d'exécution des prestations.

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

 **NB : Les commandes recensées dans les annexes 1 à 5 sont à tranches fermes, et celles contenues dans les annexes de 6 à 12 sont à tranches optionnelles.**

 **La date d'achèvement des prestations à tranche ferme est fixée au 15 décembre 2026 au plus tard.**

ARTICLE 6. DEVELOPPEMENT DURABLE

Les obligations environnementales intégrées aux spécifications techniques figurent à l'article 5 du CCTP.

Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article 7 du CCAG/FCS, « le titulaire doit veiller à ce que les prestations soient effectuées dans le respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité, de santé des personnes et de préservation du voisinage ». Il doit être en mesure d'en justifier en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Par ailleurs, et en cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Enfin, le titulaire garantit la teneur d'une politique sociale dans le respect des droits de l'Homme. Dans une démarche de traçabilité sociale, le titulaire s'assure des conditions sociales de ses collaborateurs. Il s'investit dans la lutte contre toutes discriminations et développe l'égalité entre les hommes et les femmes, et il favorise l'insertion sociale par l'emploi de personnes éloignées du travail.

ARTICLE 7. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire est astreint à l'obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers pour toutes les informations dont il aurait pu disposer dans l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage par ailleurs à respecter l'obligation de confidentialité selon les termes de l'acte contractuel de confidentialité joint en Annexe, de l'Acte d'Engagement et du livret de sécurité du prestataire faisant pleinement partie des pièces contractuelles.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, constitue un motif de résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 8. DOCUMENTS A PRODUIRE

8.1. Attestation d'assurance

Le titulaire est responsable sans aucune restriction de définition des dommages qui peuvent être causées aux personnes, aux biens, ainsi qu'aux installations dont il assure la surveillance, le contrôle, l'entretien, lorsque ces dommages proviennent ou résultent de sa faute ou de celle de ses préposés ou d'un manquement à ses obligations.

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

Le titulaire fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du pouvoir adjudicateur.

L'attestation produite doit préciser les caractéristiques essentielles du contrat souscrit et des garanties apportées par l'assureur.

Dérogation ART 9 CCAG/TIC



Délai de production attestation d'assurance :

Début d'exécution du marché : 8 jours à compter de la date de notification

Reconduction du marché : 8 jours à compter de la date de reconduction du marché

8.2. Certificats – Articles D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 Code du travail

Le titulaire s'engage à fournir spontanément à l'organisme, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents mentionnés aux articles D. 8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail.

Il lui incombe de procéder à la collecte des documents précités auprès de ses sous-traitants.



Délai de production des documents administratifs :

Dans les 8 jours suivant une période semestrielle d'exécution

8.3. Sous-traitance

En application de l'article L2193-1 du Code de la commande publique, le titulaire du marché peut sous-traiter certaines parties des services attachés au marché de fourniture à condition d'avoir obtenu l'acceptation et l'agrément de l'organisme.

Le sous-traitant doit répondre aux exigences réglementaires des articles R4544-9 et R4544-10 du Code du travail.

- ***Demande d'agrément déposée conjointement au dépôt de l'offre***

La demande d'agrément est présentée sur le formulaire DC4 joint au dossier de consultation. La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

- ***Demande d'agrément déposée après dépôt de l'offre***

En cas de décision de recours à la sous-traitance postérieurement au dépôt de l'offre, la demande préalable d'acceptation du sous-traitant doit être formulée dans les mêmes conditions précédemment décrites.

Le formulaire DC4 – Déclaration de sous-traitance – est téléchargeable sur : https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/formulaires/DC4.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont régis par les articles R2193-1 à R2193-8 du Code de la commande publique.

IL appartient au titulaire de procéder à la collecte des documents et attestations à joindre au dossier de demande de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution des obligations résultant du marché.

Le défaut de déclaration d'un sous-traitant est en outre passible d'une amende de 7 500 euros (Cf. article L8271-1-1 du Code du travail).

Le titulaire impose contractuellement à ses sous-traitants le respect de l'ensemble du droit social français, y compris les salaires minima de sa convention collective pour la catégorie considérée, et est responsable de ce respect vis-à-vis de l'organisme.

8.4. Liste du personnel

Le titulaire communique à l'organisme la liste du personnel en charge de l'exécution des prestations.



Délai de production liste du personnel en charge de l'exécution des prestations
Dans les 8 jours suivant la notification du marché.

Toute modification au sein de cette liste, en cours d'exécution du marché, fait l'objet d'une information, par courriel, auprès de l'organisme dans un délai de 48 h avant la réalisation des prestations.

L'organisme se réserve le droit d'exiger du titulaire le remplacement d'un membre du personnel qui se serait rendu coupable de manquements graves ou préjudiciables dans le cadre professionnel, ou qui n'aurait pas les qualifications ou compétences requises pour assurer les prestations contractuelles.

2^{ème} PARTIE : MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 9. OBLIGATIONS

9.1. Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat, conformément aux exigences fixées à l'article 1 présent CCAP.

Les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels doivent être respectés. A défaut, les pénalités financières prévues à l'article 16 du présent CCAP sont appliquées.

9.2. Sécurité et hygiène

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'approvisionnement. Le titulaire prend à sa charge toutes les mesures de sécurité et tous les risques de responsabilité civile (accidents, incendie, explosions, vols, dégâts des eaux) découlant de l'exécution des prestations qui lui sont confiées.

Il doit prendre sur le site toutes mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Le titulaire du marché doit se conformer aux dispositions du Code du travail, à la réglementation en vigueur à la date d'exécution des prestations, aux dispositions complémentaires prises par les services de l'organisme.

Il engage sa responsabilité en cas de non-respect de ces dispositions.

Le titulaire doit laisser le site propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des prestations dont il est chargé.

9.3. Le correspondant du titulaire

Lors de la notification du marché, le titulaire désigne un correspondant responsable de la bonne exécution et du suivi des prestations. Il est l'interlocuteur unique de l'organisme.

Pour l'organisme, le Responsable du Département Achats, Logistique et Immobilier ou son représentant est désigné correspondant du titulaire au sein de l'organisme.

Il est responsable du suivi de l'exécution du marché. Il est l'interlocuteur du correspondant du titulaire. Il répond à toute question d'ordre administratif et il est le relais pour toute question d'ordre technique ou juridique qui peut se poser au cours de l'exécution du marché.

9.4. Le personnel du titulaire

Le titulaire affecte le personnel ayant la qualification requise pour l'exécution des prestations.

Le personnel du titulaire doit avoir une tenue correcte et adaptée, **un insigne identifiant la société.**

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est responsable :

- De la discipline de son personnel,
- Des préjudices qui pourraient être causés par le manque de discrétion de son personnel,
- Des conséquences des accidents et dommages de toute nature qui pourraient survenir, soit à son personnel, soit à des tiers agissant pour son compte à l'occasion de la réalisation des prestations,
- Des fautes ou négligences commises par son personnel lors de la réalisation des prestations.

Le titulaire prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile (accidents, incendie, explosions, vols, dégâts des eaux) découlant des prestations qui lui sont confiées ainsi que toutes les dégradations occasionnées par son personnel.

A cet effet, il s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu responsable dans les conditions de droit commun.

ARTICLE 10. COMMANDES

S'agissant d'un accord-cadre à bons de commande, les approvisionnements se font en fonction des besoins de l'organisme.

Les bons de commande sont émis, par voie dématérialisée, par le Service Achats - Marchés de l'organisme.

Chaque bon de commande indique :

- La référence du marché,
- La désignation des fournitures et de la/les tranche (e) concernées (s),
- Les quantités commandées,
- Les prix unitaires en € HT,
- Le montant total en € HT de la commande,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC de la commande,
- L'adresse de livraison.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 11. LA LIVRAISON

11.1. Délai maximal de livraison

Le délai d'exécution des prestations, installation comprise, est fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement. Il ne peut excéder 1 mois à compter de la réception du bon de commande.



Confirmation délai de livraison auprès de l'interlocuteur de l'organisme :

Dans les 15 jours précédant la livraison

11.2. Lieu de livraison et d'installation des solutions

L'ensemble des fournitures et installations sont à exécuter au siège de la CPAM du Val d'Oise, sis à Immeuble Les Marjoberts 02 rue des Chauffours, 95000 CERGY-PONTOISE et sur ses sites annexes tous localisés dans le Val-d'Oise.

11.3. Période d'exécution

- du lundi au vendredi, de 7h30 à 18h30.

En cas de retard dans la livraison, le titulaire communiquera de façon expresse une nouvelle date de livraison.

11.4. Mode de conditionnement et livraison

Les emballages doivent comporter les références permettant l'identification précise de leur contenu suivant les spécifications techniques décrites aux pièces contractuelles.

ARTICLE 12. OPERATIONS DE VERIFICATION

12.1. Réception des colis

Les fournitures seront accompagnées :

1) **D'un bulletin de livraison indiquant :**

- Le nom du titulaire ;
- La date de livraison ;
- La référence de la commande ;
- La nature de la livraison ;
- Les quantités livrées ;
- Le nombre de colis livrés.

Ce bon de livraison n'a aucune valeur dans la procédure d'admission. Il permet d'attester de la date réelle de livraison.

2) **D'un rapport de contrôle** identifiant les équipements livrés et attestant de leur conformité aux spécifications préétablies.

12.2. Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitative sont effectuées le jour de la livraison.

12.3. Décisions après vérification

✚ **A l'issue des opérations de vérification quantitative** : si la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai prescrit :

- Soit de reprendre l'excédent fourni
- Soit de compléter la livraison

✚ **A l'issue des opérations de vérification qualitative**, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/FCS.

La décision de rejet est motivée par l'organisme.

Le délai de livraison des fournitures se substituant aux consommables rejetés est fixé par le correspondant privilégié du pouvoir adjudicateur, par email.

3^{ème} PARTIE : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 13. PRIX

13.1. Mois d'établissement des prix

Les prix des marchés visés par le présent CCAP sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres, soit Janvier 2026.

Les prix comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution de la fourniture, l'ensemble des charges, fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance et au stockage, et les frais de transport jusqu'au lieu de livraison indiqué à l'article 11.2 du présent CCAP.

13.2. Forme du prix

Le marché est conclu sur la base des prix forfaitaires portés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

13.3. Contenu des prix

Les prix indiqués comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution de la fourniture, l'ensemble des charges, fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au stockage, à l'assurance et aux frais de transport jusqu'au lieu de livraison indiqué à l'article 11.2 du présent document.

ARTICLE 14. CLAUSE DE REEXAMEN - VARIATION DES PRIX

Les prix ajustables au terme de 6 mois d'exécution du marché sur présentation du nouveau barème du titulaire.

ARTICLE 15. FACTURATION ET REGLEMENT

15.1. Facturation

Les factures afférentes au marché émises en fonction du bon de commande, en un **original**, après **chaque livraison**, comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- L'identification complète du titulaire
- Le numéro du marché ainsi que le numéro et la date du bon de commande et de livraison
- Les références bancaires du titulaire
- La date de la facture
- La fourniture livrée (désignation et quantité)
- Le lieu de livraison
- Le montant total hors T.V.A. de la fourniture livrée
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total T.T.C. des fournitures livrées.

Les factures sont accompagnées du bon de livraison, dûment signé par la personne responsable du site.

15.2. Notification des factures

En application des dispositions des articles L.2192-3 et L.2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « **Chorus pro** », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : **<https://chorus-pro.gouv.fr>**.

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM du Val d'Oise informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CPAM du Val d'Oise informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'organisme en tant que destinataire de la facture : 323 391 367 00030
- Le code service : CPAMsacm
- Le numéro de marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.



Délai de production facture : Dans un délai de 3 mois à compter de la réalisation des prestations.

15.3. Délai de règlement

L'organisme se libère des sommes dues en exécution du présent marché, dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture.

15.4. Interruption du délai de règlement

Le délai de règlement des factures est interrompu dans les cas suivants :

- Absence de production des bons de livraison,
- Production d'une facture ne comportant pas la totalité des mentions exigées à l'article 15.1 du présent CCP.

La facture est retournée au titulaire au motif de non-respect des dispositions du présent CCP.

15.5. Non-respect du délai de règlement par l'organisme

Le non-règlement dans les délais des sommes dues par l'organisme en application du présent marché fait courir de plein droit :

- Des intérêts moratoires au profit du titulaire et du sous-traitant payé directement,
- D'une indemnité de 40 €.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

Le taux de ces intérêts est le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

4^{ème} PARTIE : MESURES COERCITIVES

ARTICLE 16. PENALITES

16.1. Pénalités de retard

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC

Lorsque les délais contractuels sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sauf cas de force majeure, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Pour chaque dépassement d'un délai d'exécution/production visé ci-après le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard, dans la limite de 1 000 € par pénalité :

Production de pièces

- Attestation d'assurance, documents administratifs, déclaration de sous-traitance – cf article 8
- Liste et/ou habilitations des agents en charge de l'exécution des prestations – cf article 8
- Facturation et/ou bon de livraison – cf article 11

Exécution des prestations

- confirmation délai de livraison auprès de l'interlocuteur de l'organisme – cf article 11.1

Pour chaque dépassement d'un délai d'exécution/production visé ci-après le titulaire encourt une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard, dans la limite de 1 000 € par pénalité:

Exécution des prestations

- délai de livraison – cf article 11.1

16.2. Cumul des pénalités

En cas de constat de plusieurs manquements les pénalités peuvent être cumulées.

Les pénalités ne sont pas applicables lorsque les circonstances ne sont pas imputables au titulaire.

ARTICLE 17. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Dérogation art 54 du CCAG-TIC

Dans le cas d'un dépassement du plafond de pénalités visé à l'article 16.2 du présent CCAP l'organisme se réserve la possibilité de pourvoir à l'exécution des services aux frais et risques du titulaire, ceci même en l'absence d'une décision de résiliation.

ARTICLE 18. RESILIATION

18.1. Résiliation pour événements extérieurs au marché

Le présent marché peut être résilié par le pouvoir adjudicateur sans indemnité conformément à l'article 51 du CCAG/TIC.

18.2. Résiliation aux torts du titulaire

Le présent marché peut être résilié par le pouvoir adjudicateur pour faute du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec résiliation du marché à ses frais et risques :

- Dans les cas énumérés à l'article 50 du CCAG/TIC,
- Lorsque le montant annuel des pénalités excède 10 % du montant annuel minimum,
- Lorsque la variation des prix excède 5 %.

En cas de faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité soit de résilier le marché en cours d'exécution soit de l'exécuter aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 54 du CCAG/TIC.

18.3. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin à tout moment à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire peut être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 51 du CCAG/TIC.

La décision de mutualisation des prestations avec un ou des organismes de l'Assurance Maladie est assimilée à un motif d'intérêt général.

Dérogation à l'article 51 du CCAG/TIC

La résiliation motivée par l'intérêt général tiré d'une mutualisation des prestations ne génère pas d'indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 19. LITIGES

19.1. Règlement des litiges à l'amiable

Le règlement des différends ou litiges liés à l'exécution du présent marché fait l'objet d'une tentative de règlement devant le comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA) de Paris.

19.2. Voie de recours

Juridiction compétente :

**Tribunal judiciaire
Cité judiciaire – 3, rue Victor Hugo
95000 PONTOISE.**

Le droit applicable est le droit français.

5ème PARTIE : LA FORCE MAJEURE

Dérogation à l'article 13. 3 du CCAG /TIC

Le délai imparti au titulaire pour bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution est fixé à 7 jours à compter de la survenance des causes de la force majeure.

L'existence de la force majeure doit être démontrée par le titulaire par le biais notamment de décisions venant d'une autorité administrative.

Le titulaire motive sa demande en exposant l'impact de l'événement sur sa capacité à remplir ses obligations.

Aucune indemnisation n'est versée au titulaire en cas d'annulation d'une commande par l'organisme.

6ème PARTIE : MODIFICATION DES CLAUSES CONTRACTUELLES

ARTICLE 20. Formalisation des modifications

Les modifications des clauses du présent marché sont matérialisées par l'élaboration de nouvelles pièces et/ou d'un avenant signé par les deux parties contractantes.

ARTICLE 21. Transfert de marché

Le titulaire ne peut céder le présent marché sans autorisation expresse préalable et écrite de l'organisme.

Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du marché au tort exclusif du titulaire et sans indemnité

Dans les hypothèses d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du titulaire, l'organisme a la faculté de résilier le marché de plein droit, sans indemnité et sans préavis.

L'entrepreneur ainsi informé doit proposer à l'organisme un avenant entérinant le changement de titulaire. Il doit poursuivre les prestations du marché jusqu'à son terme normal si l'organisme ne décide pas la résiliation.

ARTICLE 22. Changement d'indice

Sans objet

7^{ème} PARTIE : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

OBJET	ARTICLE DU CCAP	ARTICLE DU CCAG/TIC AUQUEL IL EST DEROGE
Délai de production attestation d'assurance	8	9
Pénalités de retard	16.1	14.1
Exécution aux frais et risques du titulaire	17	54
Résiliation	18.1 et 18.3	51 et suivant
5 ^{ème} partie : la force majeure	5 ^{ème} partie : la force majeure	13.3

Dressé en un seul exemplaire original, par la personne représentant le pouvoir adjudicateur

A Cergy, le 14/01/2026

La Directrice Générale

Mme Edwige RIVOIRE